Sénat de Belgique.

Projet de loi relatif à la Naturalisation des habitans des parties du Limbourg et du Luxembourg détachés de la Belgique.

Léopold, Roi des Belges.

A tous présens et à venir, Salut :

Nous avons, de commun accord avec les Chambres, décrété et nous ordonnons ce qui suit :

Article premier.

Toute personne jouissant de la qualité de Belge, qui perdrait cette qualité par suite des traités du 19 avril 1839, peut la conserver, à la condition de déclarer que son intention est de jouir du bénéfice de la présente disposition, et de produire en même temps un certificat de l'administration d'une commune située dans le territoire qui constitue définitivement le Royaume de Belgique, qu'elle a transféré son domicile dans cette commune.

Cette déclaration devra être faite dans les quatre ans, à compter du jour de l'échange des ratifications des traités prémentionnés, si le déclarant est majeur, ou s'il le devient avant le commencement de la quatrième année. S'il ne devient majeur qu'après cette époque, il aura la faculté de faire la déclaration dans l'année qui suivra sa majorité.

La déclaration et la production du certificat auront lieu devant le gouverneur de la province de laquelle ressortit le lieu où elle a transféré son domicile, ou celui qui le remplace, assisté du greffier provincial.

La déclaration sera faite en personne ou par un mandataire porteur d'une procuration spéciale et authentique.

Art. 2.

Les personnes assimilées par la loi aux Belges de naissance, ou ayant obtenu la naturalisation, qui ont leur domicile dans les parties cédées, conserveront leur qualité, en se conformant, dans le même délai, aux dispositions de l'article 1^{er}.

Art. 3.

Seront déchues du bénéfice des articles précédens, les personnes qui pose-

(2)

ront un des faits emportant perte de la qualité de Belge , aux termes des articles 17 et 21 du Code civil.

Toutefois, le Roi pourra les relever de la déchéance, aux termes des articles 18 , 20 et 21 du même code.

Art. 4.

Les fonctionnaires de l'ordre judiciaire et administratif, de résidence dans les parties du Limbourg et du Luxembourg détachées de la Belgique, jouiront de leur traitement actuel la première année, et les années suivantes, des deux tiers du même traitement, aussi long-temps qu'ils n'auront pas été appelés à un autre emploi, et à charge d'avoir leur domicile et leur résidence en Belgique.

Ceux de ces fonctionnaires qui seraient dans l'un des cas indiqués dans les articles 1^{er} et 2, ne seront admis au bénéfice de la disposition précédente, qu'autant qu'ils auront fait la déclaration prescrite par l'art 1^{er}, dans les six mois, à compter du jour de l'échange des ratifications des traités.

Les fonctionnaires qui ne seraient pas dans l'un de ces cas, ne seront admis au bénéfice de la même disposition, qu'en déclarant, dans les six mois, que leur intention est de rester au service de la Belgique.

Mandons et ordonnons, etc.

Bruxelles, le 17 mai 1839.

Les Secrétaires.

(Signé) DE RENESSE,

D. J. LE JEUNE.

*Le Président de la Chambre
des Représentants,*

(Signé) RAIKEM,